



Interurbain Isère

Lundi 12 février 2024

## À Gaza c'est toute l'humanité qu'ils assassinent

Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus – probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface. Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections. Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques. Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

### Complicités impérialistes

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France. Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

### Faux alliés hypocrites

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même de ceux d'entre eux qui se prétendent du côté des peuples dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre l'enfer à ceux et celles qui osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie

ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

### Solidarité d'en bas

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël.

**Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres.**

Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.

**RETROUVE NOUS SUR TIKTOK !**



LYON : @npalyon69  
GRENOBLE : @npgrenobleisere



et notre site internet : [nouveupartianticapitaliste.fr](http://nouveupartianticapitaliste.fr)

## Non à l'intimidation des militants ouvriers

Mardi 6 février, notre collègue Pierre Fabre a été convoqué en entretien disciplinaire par la direction de KPA. Sous quel prétexte ? Un droit de retrait lié au refus de conduire un car à boîte manuelle qui esquinte l'épaule. La vraie raison ? Intimider un militant syndical, membre du comité de grève qui a mené notre combat victorieux pour les salaires en janvier 2023. Mais s'en prendre à l'un d'entre nous, c'est s'en prendre à tous. Une pétition a circulé, recueillant quelques dizaines de signatures, la solidarité intersyndicale s'est manifestée et un rassemblement de soutien a réuni plus de 30 personnes, salariés KPA comme militants d'autres entreprises, venues faire bloc contre la répression patronale. La direction dit avoir renoncé à mettre une sanction, tant mieux, c'est du fait de notre pression collective ! Mais qu'elle sache qu'on se tient prêt à recommencer en cas de besoin.

## La restriction médicale est un sport de combat

Toute cette histoire révèle que les patrons du transport, responsables de la dégradation de notre santé à force de nous faire rouler avec du matériel d'un autre âge, font comme si de rien n'était le jour où nos douleurs à l'épaule, au dos ou ailleurs leur explosent à la figure. Obtenir une restriction du médecin du travail relève du parcours du combattant tandis que les autres avis médicaux, pourtant tout aussi pertinents sur le plan clinique, sont balayés d'un revers de main. Le patronat prend soin, ni de la qualité de son parc, ni de ceux qui en conduisent les véhicules !

## Leur rétro planning et le nôtre

A KPA, les campagnes de communication s'enchaînent comme par magie. Cette semaine, une jolie frise chronologique pour nous amener triomphalement vers le « baromètre d'engagement 2024 ». On va proposer une relecture de ces étapes : en lieu et place du « groupe de travail avec des salariés volontaires » on parlera d'un comité de grève élu en assemblée générale ; « la recherche d'axes d'amélioration en groupe », on appelle ça établir des revendications ; « déploiement du plan d'action », c'est la grève ; et en guise de « baromètre d'engagement » une fin de conflit victorieuse pour les travailleurs... et oui, la lutte des classes, ce n'est pas qu'une question de vocabulaire !



## La gratuité si je mens

Le nouveau ministre des Transports, Vergriete, était jusqu'à il y a peu maire de Dunkerque où il se flattait d'avoir rendu les transports gratuits. Mais depuis sa nomination, il se fait beaucoup plus, comment dire ?, « mesuré » sur le sujet. « *Il ne faut pas répondre par la gratuité partout.* » Et pourquoi pas ? Ça aiderait les travailleurs qui veulent moins utiliser leur voiture à la faire, comme l'urgence écologique l'impose. Mais si le ministre change d'avis, c'est parce qu'il doit poursuivre la politique d'équilibrisme qui consiste à développer les réseaux sans trop faire payer le patronat. Les voyageurs sont donc invités à mettre la main à la poche... et à présenter leur titre de transport.

## Semaine en quatre jours ou réduction du temps de travail ?

Depuis le discours d'Attal sur la semaine de 35h en quatre jours, la presse patronale chante les louanges de ce dispositif qu'elle trouve formidable. Récemment, *Challenges* dépeignait la joie avec laquelle un conducteur dunkerquois – Dunkerque, décidément ! – profitait de ses longs week-ends.

Mais, parce qu'il y a un mais, cela se paie au prix d'un allongement du travail quotidien et donc, dans nos métiers, de l'amplitude. Et pour le patron, une fois réglés les détails techniques liés aux plannings, cela revient au même : même temps de travail, même salaire et donc même profit sur notre dos. La solution, c'est la semaine de quatre jours, mais sans augmenter la durée quotidienne du travail, bref, la semaine de 28h !

## Qui a eu la peau du tramway ?

L'émission *Affaires sensibles* de France Inter du 13 février était consacrée à la destruction des réseaux de tram dans les années 1950. Comme dans une enquête policière, on suit à la trace les complices de ce massacre : les grandes entreprises qui ont vendu des voitures en remplacement des trams, la bourgeoisie urbaine plus à l'aise dans une automobile individuelle que dans un transport collectif, etc. Et finalement, on se dit que c'est cette organisation capitaliste de la société qui est la vraie coupable, avec sa loi du profit et son individualisme forcené. Une émission qui mérite d'être réécoutée en podcast !

## Et pour poursuivre la réflexion sur l'organisation des transports dans cette société et sur comment la transformer...

... la branche transports du Nouveau Parti Anticapitaliste, qui regroupe des militants révolutionnaires travaillant dans les entreprises de transport, a édité une brochure sur le sujet ! Tu peux te la procurer auprès de nos diffuseurs au prix de 2,50€.



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : [www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr) | INSTAGRAM : @npanouveaupartianticapitaliste | TWITTER : @NPA\_NouvParAnti Imp.Spé.NPA